

Après trois ans d'occupation... « la guerre sans fin » se poursuit

vendredi 7 avril 2006, par [HEARSE Phil](#) (Date de rédaction antérieure : 21 mars 2006).

En défense de son « Evaluation quadriennale de la défense », récemment publiée, le secrétaire US, Donald Rumsfeld, a évoqué une « guerre sur une génération », projetant trente ans de combats incessants contre l'islam radical. Les changements proposés du dispositif militaire US prévoient plus de Forces Spéciales et une aptitude à mener simultanément de nombreuses missions flexibles de « guerre contre-insurrectionnelle ». Le message ne pouvait être plus clair : les Etats-Unis vont accroître leur recours à un militarisme débridé comme mécanisme clé pour étayer leur position mondiale.

Sommaire

- [Axe stratégique](#)
- [Iran et Syrie](#)
- [Echec en Irak](#)
- [Prendre des coups à l'échelle](#)
- [Régime d'accumulation](#)

Trois ans après le début de la guerre en Irak, où en sont les Etats-Unis ? Revenons sur les raisons du lancement de cette guerre et sur ce que veut l'élite néo-conservatrice de Washington. Son but est aussi simple que difficile à atteindre - contrôler l'ordre du monde. Cela n'a rien à voir avec l'utopie impossible de contrôler directement les affaires intérieures de chaque pays. Cela signifie plutôt que tout pays significatif et, sans aucun doute, toute puissance majeure, doit déterminer ses relations économiques et politiques internationales en fonction de ses relations avec les Etats-Unis. Ensuite, que les Etats-Unis doivent continuer à détenir tous les leviers essentiels du pouvoir, qui leur (...) permettent à eux seuls de vivre bien au-dessus de leurs moyens en siphonnant des prêts et des tributs énormes en Asie orientale et ailleurs.

C'est pour cela que l'agression de l'Irak était essentielle. L'idée que cette guerre tourne autour du pétrole est simpliste, même si elle contient bien sûr un important élément de vérité. En occupant l'Irak et en contrôlant ainsi les plus grandes réserves prouvées de pétrole, tout en s'assurant la domination stratégique vitale des principales voies d'exportation du pétrole du Moyen-Orient, les Etats-Unis renforçaient surtout massivement leur emprise sur l'Asie orientale (spécialement le Japon) et l'Europe.

Axe stratégique

Au-delà, l'axe stratégique de la politique militaro-politique US vise à dominer l'Eurasie. Ce qui lui importe, c'est d'avancer ses pions en Asie centrale, comme point d'appui d'un objectif à long terme : affaiblir la domination régionale chinoise ou la ré-émergence de la Russie comme puissance significative. Avec l'effondrement de l'URSS, un grand vide stratégique s'est ouvert en Asie centrale.

C'est là que les intérêts des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine se croisent, et que les Etats-Unis sont extrêmement soucieux de stabiliser une présence militaire significative : dans des pays comme l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, ils ont soutenu des régimes extrêmement répressifs.

De surcroît, l'intervention massive des Etats-Unis dans la « Révolution Orange » en Ukraine fait partie du processus visant à développer des régimes amis dans toutes les régions clés de l'Eurasie en combattant l'influence russe. En relation avec les initiatives contre l'influence chinoise, on notera le retour des soldats US aux Philippines, un autre aspect de cette manœuvre d'encerclement militaire.

Iran et Syrie

Ce que les Etats-Unis veulent en Iran et en Syrie, c'est un changement de régime. Pour donner libre cours à la domination US au Moyen-Orient, les régimes nationalistes ou islamiques militants doivent disparaître. Certes, la mise à l'index des régimes islamiques n'est pas absolue ; par exemple, les Etats-Unis pourraient accepter de négocier avec les très réactionnaires Frères Musulmans d'Egypte et admettre qu'ils participent à un gouvernement, de la même manière que le

Conseil suprême de la révolution islamique est en réalité un secteur décisif du gouvernement en Irak. Mais le régime iranien est une autre affaire. Il est perçu comme un soutien plus ou moins ouvert à la diffusion de l'islam radical, qui donne son appui au Hezbollah libanais, s'allie au gouvernement syrien et soutient partout les mouvements anti-israéliens.

La campagne contre la technologie nucléaire de l'Iran fait partie de cette campagne pour un changement de régime. Les Etats-Unis ne croient sans doute pas du tout que l'Iran soit en train de construire une bombe atomique. Dans les spéculations sur ce que coûterait aux Etats-Unis une agression militaire contre l'Iran, de nombreux commentateurs paraissent sous-estimer combien ils ont été proches de recourir à l'option militaire (...). De même, la Syrie, perçue comme un appui aux forces insurgées en Irak, a été à deux doigts d'une attaque militaire US en 2005, invoquant leur « droit à poursuivre des insurgés irakiens » pour traverser la frontière.

Pour le moment, les Etats-Unis ont fait des concessions aux Européens en n'étendant pas l'option militaire au-delà de l'Afghanistan et de l'Irak. Lorsque Tony Blair s'est envolé pour rencontrer Angela Merkel à Berlin [le 17 février dernier, ndlr], leur principal sujet de discussion a été l'Iran : comment développer une alternative à l'action militaire. Mais les Etats-Unis n'ont pas pris la décision de ne pas recourir à une action militaire contre l'Iran et la Syrie. Au-delà des réticences des Européens, il est vrai que Washington est aussi préoccupé par les conséquences sur l'Irak d'une attaque contre l'Iran. Ceci renvoie à la faiblesse stratégique et aux erreurs de toute l'opération de guerre en Irak.

Echec en Irak

Certains ont prétendu que les troupes US seraient vulnérables à des représailles des chiites irakiens si elles lançaient une attaque majeure contre l'Iran. C'est vrai, mais ce n'est pas la question clé. Le gouvernement irakien est dominé par l'Alliance Irakienne Unie, menée par des chiites. Dans son essence, ce gouvernement est conduit par des partis loyaux au Conseil suprême de la révolution islamique, qui vise un Etat dominé par les chiites. Durant les deux dernières années, les Etats-Unis ont accepté les leaders chiites, au moins comme alliés tactiques, pour vaincre l'insurrection sunnite et mettre en place un gouvernement semi légitime. Mais d'énormes tensions se font jour. Ces

dernières semaines, les Américains et leurs alliés ont lancé de sérieux avertissements, menaçant de couper l'aide financière et de mettre sous tutelle le gouvernement irakien, si le Premier ministre Ibrahim Jaafari et le Président Jalal Talabani n'intégraient pas mieux les sunnites modérés.

Voilà le dilemme US en résumé. Pour le moment, les leaders du Conseil suprême de la révolution islamique sont d'accord de jouer la montre et d'utiliser les Américains pour frapper leurs ennemis. En fait, les « Brigades Badr » du Conseil suprême sont presque universellement suspectées, de concert avec les forces militaires US, d'organiser l'assassinat en masse des insurgés sunnites, potentiels ou suspectés. Mais cette alliance est limitée dans le temps. A l'étape suivante, si le gouvernement irakien disait simplement aux Américains de s'en aller, cela leur ferait courir le risque d'une énorme défaite politique. C'est là que réside l'essence de la contradiction clé de toute l'opération - la quasi-impossibilité de créer un consensus pro-US stable et un gouvernement disposé à laisser les Américains installer une présence politico-militaire durable.

A partir du moment où les Etats-Unis ont décidé que le Moyen-Orient serait le théâtre clé de leurs opérations militaires, ils ont pris le risque d'une défaite politique régionale aux conséquences immenses. Pour les Etats-Unis, cela ne peut tout simplement pas se produire. Cela pourrait faire chavirer leurs plans mondiaux, permettre aux Européens de faire leur retour au Moyen-Orient en tant que force politique et militaire majeure, et constituer un échec essentiel pour la globalisation armée sous domination US. Les Etats-Unis n'ont pas d'autre choix que de s'engager plus avant dans la région.

Prendre des coups à l'échelle mondiale

Leur centrage sur le Moyen-Orient a conduit les Etats-Unis à prendre des coups à l'échelle mondiale (...). Le cas de l'Amérique latine est le plus frappant, où la « guerre contre le terrorisme » n'a aucun impact ni audience populaires, et où l'élection à la présidence d'Evo Morales, mais aussi, avant tout, l'approfondissement du processus révolutionnaire bolivarien au Venezuela, représentent de sérieux obstacles pour les plans US.

Sur le plan idéologique, ces évolutions sont d'une importance vitale. Hugo Chávez au Venezuela, ainsi que le vaste mouvement populaire qui a conduit à l'élection d'Evo Morales, sont en train de donner, pour la première fois depuis une génération, un contenu arithmétique à la formule algébrique « un nouveau monde est possible » - le seul possible, c'est le socialisme !

C'est vrai que la Bolivie, notamment, mais aussi le Venezuela, ne menacent pas beaucoup les intérêts économiques US. Mais l'arrivée au gouvernement de gens qui se réclament du socialisme a un impact politique immense. Cela confère une plus grande marge de manœuvre politique aux mouvements d'opposition, mais aussi à des gouvernements pro capitalistes modérés, comme celui de Lula au Brésil, pour agir et défier les politiques US. Et sur le long terme, le nouveau développement de mouvements socialistes dans la région est vraiment une mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis.

En même temps, globalement, la « guerre contre le terrorisme » dispose de peu de soutien populaire en Asie orientale, à l'exception peut-être de l'Indonésie. La Corée du Sud, un pilier du dispositif de sécurité US depuis des décennies, est devenu un cas désespéré pour l'influence US. La peur du Nord, basée sur l'anticommuniste, a perdu son emprise, et même le soutien à la réunification Nord-Sud, sur une base nationaliste anti-américaine, paraît massif. A tel point, que des sections du corps des officiers coréen défendent la ligne : « une Corée réunifiée avec sa propre bombe atomique ! » Les rapports commerciaux de la Corée avec la Chine, partenaire économique indispensable, sont désormais omni-présents.

Comme en Amérique latine, les Etats-Unis paient le prix politique de la globalisation néolibérale sous ses formes les plus crues - les « privatisations par expropriation ». Lorsque l'économie sud-coréenne s'est effondrée en 1997, le président de la Banque mondiale, James Wolfenson, a déclaré : « Il va y avoir de nombreuses opportunités pour la globalisation ! » - ce qui signifiait brutalement, il est temps pour le capital financier US de racheter les sociétés coréennes en faillite. Cette approche carnassière n'a pas été oubliée.

En Asie orientale, l'opinion est aussi polarisée par l'attraction magnétique de la Chine. Son gouvernement est engagé dans une diplomatie économique très agressive envers des pays comme la Thaïlande et le Vietnam, leur concédant des accords d'entraide et de commerce extrêmement favorables, qui ne lui rapportent qu'un faible - voire aucun - avantage économique à court terme, afin de développer une dépendance économique structurelle sur le long terme. (...) Cet effort mine la position des Etats-Unis.

Pour renforcer sa position asiatique, les Etats-Unis se sont mis à courtiser vigoureusement l'Inde, paraissant même promettre à son gouvernement le statut de puissance nucléaire reconnue et légitime, en échange de son soutien sur la question des armes nucléaires iraniennes et de la « guerre contre le terrorisme » en général. Cependant, l'approche des Etats-Unis a débouché sur une telle surenchère de demandes de concessions de la part de l'Inde, que ce rapprochement est devenu plus hésitant.

Régime d'accumulation

La ligne de force de l'« Evaluation quadriennale » de Rumsfeld est facile à saisir. Intensifier la « guerre contre le terrorisme », rappeler à l'ordre les alliés des Etats-Unis en leur demandant de dégager plus de ressources pour cela, et se préparer à une intervention militaire accrue dans la Corne de l'Afrique et en Asie Centrale.

En dépit de tous les coups politiques que l'administration républicaine reçoit aux Etats-Unis, y compris la baisse de la cote de popularité de Bush et l'impopularité croissante de la guerre, la vérité c'est qu'aucune alternative stratégique majeure à la « guerre sans fin » de Rumsfeld-Cheney n'émerge des milieux dominants. Démocrates et républicains ont les yeux rivés sur les élections du 7 novembre - Sénat et gouverneurs. Même s'ils sont critiques, comme John McCain, ils ont de plus en plus peur d'être accusés de « mollesse sur la guerre contre le terrorisme ». Voilà le principal point fort de la coalition néo-conservatrice - le soutien presque unanime, sur l'essentiel, des politiciens mainstream, et le niveau déplorable des médias. Cela leur permet d'ignorer assez facilement les révélations concernant la brutalité des chambres de torture et la violence croissante de la guerre elle-même.

Malgré la force et l'énergie du mouvement anti-guerre US, cela produit des conséquences négatives durables. La guerre contre le terrorisme s'installe comme principe organisateur de la politique US à long terme, comme la guerre froide anti-communiste avant elle. C'est un régime politique, un « régime d'accumulation ». De tels régimes conditionnent le discours de la politique officielle, créent de nouvelles normes réactionnaires en matière de surveillance et de libertés civiles, siphonnent l'économie en vue de transferts croissant pour l'armée, baptisent la torture et le meurtre « défense de la liberté », renforcent le racisme et la xénophobie et imprègnent toute la vie publique d'une atmosphère réactionnaire.

Ce dont ont besoin le mouvement anti-guerre et les autres mouvements progressistes des Etats-Unis, c'est de l'encouragement et de la démultiplication de leur lutte au niveau international.

P.-S.

* Originellement paru en anglais dans *Socialist Resistance*, mars 2006. Publié en français par le périodique suisse « solidaritéS » n° 84 (21/3/2006) (leur traduction avec quelques brèves coupures).